

Note

« La recherche américaine sur l'intolérance des collectivités à l'endroit des ressources intermédiaires »

Jean-Louis Gendron et Myra Piat

Service social, vol. 40, n° 3, 1991, p. 147-157.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/706549ar>

DOI: 10.7202/706549ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

NOTE DE RECHERCHE

La recherche américaine sur l'intolérance des collectivités à l'endroit des ressources intermédiaires

*Jean-Louis Gendron
et Myra Piat*

Les politiques sociales à caractère de désinstitutionnalisation ont pris une grande ampleur au cours des dernières années. De nombreux groupes sociaux – personnes âgées, ex-malades psychiatriques, handicapés physiques et mentaux, déficients intellectuels jeunes et adultes, et bien d'autres – ont dû s'ajuster à ces nouvelles pratiques, ce qui ne va pas sans créer des problèmes sociaux jusque-là inédits ou socialement invisibles. Le cas des itinérants et des sans-abri n'est pas le moindre de ces problèmes (Simard, 1990).

La réaction sociale provoquée par ces changements dans les placements en institution suscite la création de toute une panoplie de ressources communautaires à caractère résidentiel. Tant dans les quartiers urbains que dans certains villages isolés, foyers de groupe, maisons d'accueil et logements sous surveillance font leur apparition. L'avènement rapide de ce type de ressources, que l'on qualifie d'intermédiaires ou d'alternatives, parce qu'elles sont situées en marge du processus classique d'institutionnalisation, ne va pas sans créer problème.

L'article de Donald Baillargeon publié dans ce numéro et surtout sa recherche portant sur quatre cas d'intolérance dans la cohabitation sociale en témoignent largement (Baillargeon *et al.*, 1991).

Le phénomène, cependant, n'est pas propre à la société québécoise. Une revue systématique des écrits sur le sujet que nous avons entreprise nous permet en effet quelques constatations intéressantes. Les éléments fondamentaux dont on retrouve la présence constante dans l'opposition des collectivités, et quelques façons de procéder pour les prévenir ou les contrer, sont déjà relevés, en effet, dans les rapports de recherche produits aux États-Unis sur ce sujet.

L'objectif de cette note de recherche est donc de présenter cette revue de la littérature américaine et de faire ressortir la nécessité de poursuivre les études sur ce thème de l'intolérance collective devant l'apparition des ressources intermédiaires. Comme nous le verrons, en effet, les recherches auxquelles nous ferons référence n'offrent que très peu sur l'analyse en profondeur de ce phénomène social. Les conclusions des chercheurs varient beaucoup d'un rapport à l'autre, d'une collectivité à une autre. En fait, on note, dans l'ensemble des écrits produits aux États-Unis, un nombre considérable de contradictions et de conclusions non probantes.

Disons d'abord que cette littérature est très souvent orientée vers des analyses d'attitudes. Nombreux sont les auteurs, en effet, qui tentent de comprendre la résistance des collectivités en fonction de préoccupations ou de valeurs plus ou moins communautaires dans ces collectivités (Ashmore, 1975; Gottlieb, 1975; Gottlieb et Strichart, 1981; Heal, Sigelman et Switzky, 1978; Moreau, Novak et Sigelman, 1980; Taylor, Dear et Hall, 1979). Malgré sa popularité, cette approche n'est pas probante. Tel que le reconnaît Moreau (Moreau *et al.*, 1980), la relation entre ces deux variables, attitudes et comportement communautaire, n'a rien d'évident et n'explique en rien le phénomène.

Les raisons pour lesquelles une collectivité s'oppose à la venue d'une ressource intermédiaire seraient, en particulier, les suivantes : augmentation de la criminalité, crainte de la violence physique, augmentation de la circulation automobile, intolérance sociale (Baron et Piasecki, 1981; Berdiansky et Parker, 1977; Cupaiuolo, 1979; Eynon, 1989; Sigelman, Spanhel et Lorenzen, 1979; Solomon, 1983). Mais l'argument invoqué le plus souvent est la crainte d'une dévaluation immobilière. Par ailleurs, les études que nous avons relevées démontrent que les inquiétudes concernant la sécurité publique ou personnelle ne sont pas fondées (Gardner, 1981; Julien, 1990; Maypole, 1981; Metropolitan Human Services Commission, 1986; Rabkin, Muhlín et Cohen, 1984; Tully, Winter et Scanlon, Wilson, 1982; Willms, 1981). Les résultats obtenus par certains chercheurs vont même plus loin. Non seulement serait-on incapable de démontrer que les ressources intermédiaires font baisser la valeur des résidences dans les quartiers où elles sont implantées, mais bien au contraire, la plupart des recherches faites jusqu'à maintenant tirent la conclusion inverse : ces ressources

n'ont aucun effet notable sur la valeur économique des maisons avoisinantes (Dear, 1977; Farber, 1986; Mambort, Thomas et Few, 1981; Metropolitan Human Services Commission, 1979; Wiener, Anderson et Nietupski, 1981; Wolpert, 1978).

Une autre révélation qui nous vient de la littérature existante est que certaines variables peuvent aider à prédire une résistance collective. Ces variables sont les caractéristiques de la clientèle et celles du personnel qui en aura la charge, de même que le choix d'un emplacement, le nom de la ressource, le nombre de bénéficiaires et celui du personnel qui en aura la charge (Coates et Miller, 1973; Seltzer, 1984; Sundeen et Fiske, 1982). Un autre enjeu dont la littérature débat abondamment, c'est la stratégie de visibilité plus ou moins grande qu'adopteront les promoteurs d'une ressource au moment de son implantation. Chacune des deux approches trouve ses défenseurs, même si aucune ne réussit à s'imposer comme la plus efficace. Plusieurs auteurs suggèrent que l'approche « machiavélique » (sic), c'est-à-dire le fait de s'implanter en douce, est la plus appropriée pour éviter des remous (Seltzer, 1985; Sigelman, 1976; Willms, 1981). D'autres, tout aussi nombreux et convaincants, soutiennent que la meilleure façon de faire est d'impliquer la collectivité et de l'appivoiser au phénomène (Baillargeon, 1991; Baron, 1981; Eynon, 1989; Pierce et Hauck, 1981; Rachin, 1972).

Troisième élément qui ressort des recherches déjà faites : une trop grande concentration de ressources intermédiaires dans un secteur particulier favoriserait aussi l'intolérance à leur endroit. Certains auteurs tels que Secord (1986) croient que les restrictions de zonage favorisent les ghettos de ressources intermédiaires. D'autres (Scott et Scott, 1980) démontrent que bon nombre de ressources intermédiaires s'établissent dans des milieux sociaux démunis et moins organisés. Dès lors, les habitants de ces milieux résistent moins parce qu'ils sont incapables financièrement de manifester fortement leur opposition (Sundeen et Fiske, 1982). À ce sujet, l'une des hypothèses les plus intéressantes qui soient avancées est que ces milieux économiquement défavorisés ont, par ailleurs, fortement développé la gamme de leurs ressources (transport en commun, services de placement, services sociaux et médicaux, etc.), de telle sorte qu'ils deviennent attrayants pour les promoteurs de ressources intermédiaires (Davidson, 1982).

Une autre question intéressante est celle qui touche le type de clientèle et le type de voisinage en rapport avec le degré d'intolérance. Il semble ressortir que les caractéristiques des bénéficiaires, quel que soit leur handicap, ne changent en rien la réaction plus ou moins tolérante d'une collectivité mais que, par contre, les caractéristiques de cette collectivité peuvent aider à prédire son degré de tolérance

(Seltzer, 1984; Seltzer *et al.*, non daté; Tefft, Segal et Trute, 1987; Trippi, Colao et Alvarez, 1977). Il faut noter, cependant, que les caractéristiques attribuées aux collectivités tolérantes et aux collectivités intolérantes varient d'une recherche à l'autre. Les collectivités conservatrices, de classe moyenne ou supérieure, apparaîtraient à prime abord comme moins tolérantes à certains auteurs (Hogan, 1986a; Lauen, 1984; Magnum, 1988; Segal, Baumohl et Moyles, 1980; Seltzer, 1984; Seltzer et Seltzer, non daté; Sigelman, 1984). D'autres auteurs soutiendront au contraire que le potentiel d'intolérance est omniprésent, quels que soient l'âge, le sexe, la religion, le niveau d'instruction ou le statut socio-économique (Sigelman, 1976; Willms, 1981). Cette question devient encore plus ambiguë lorsque les chercheurs démontrent que « l'intolérance coexiste parfois avec le soutien d'une ressource intermédiaire, chez les mêmes acteurs sociaux ! » (Seltzer, 1984).

Ces recherches dont nous avons analysé les résultats révèlent aussi que certains types de ressources intermédiaires sont mieux acceptés dans certains types de collectivités que dans d'autres. Ainsi, par exemple, les jeunes délinquants, les ex-psychiatisés et les sans-abri sont mieux acceptés dans les collectivités à faibles revenus, tandis que les enfants, les déficients mentaux et les handicapés physiques le seront davantage dans les collectivités à hauts revenus (Davidson, 1981; Goldstein, Goodrich et Brown, 1987; Seltzer *et al.*, non daté; Seltzer et Litchfield, 1985).

Il faut également noter que le processus ou la montée, comme tels, de l'intolérance n'ont pas été étudiés de façon systématique. Hogan (1989) propose une analyse politique de l'intolérance d'une collectivité et du rôle que jouent les preneurs de décisions locaux. D'autres soutiennent que l'intolérance ne dépasse guère le stade de l'explosion verbale chez des minorités qui ne représentent pas l'ensemble des collectivités. Un troisième groupe d'auteurs prétendent que la résultante d'une réaction d'opposition ou d'intolérance dépend de la taille et de la structure organisationnelle du groupe d'opposition (Cupaiuolo, 1979; Dear et Taylor, 1982; Magnum, 1986; Taylor *et al.*, 1979).

Disons pour conclure que la plupart des recherches conduites sur le sujet l'ont été aux États-Unis, la littérature francophone ne nous offrant que très peu de matériel. Même la littérature anglophone canadienne demeure très mince. Au Québec, mis à part la recherche de Baillargeon que nous avons déjà citée et quelques travaux, comme ceux de Henri Dorvil (1988) qui abordent indirectement le problème, il n'existe à peu près rien. L'étude spécifiquement québécoise du phénomène en est donc à ses débuts.

Quant à l'approche théorique qui semble la plus appropriée pour conduire une telle étude, quelques auteurs américains, dont les noms

suivent, semblent privilégier une théorie dite de « la hiérarchie des préférences ». Cette théorie développée par Tringo (1970) fut également utilisée par d'autres pour l'étude de l'intolérance (Harasymiw, Horne et Lewis, 1978; Lawton, 1984). Tringo (1970) soutient qu'il existe à l'endroit des handicapés une discrimination qui est du même ordre que le racisme, l'intégrisme religieux, le sexisme, etc. Échafaudant sa construction théorique sur le concept de « distance sociale » (*Social distance*, Bogardus, 1925), Tringo émet l'hypothèse qu'une hiérarchisation des préférences dans une collectivité permet de connaître la position relative d'un handicap donné sur une échelle d'intolérance quelconque. Pour le dire plus simplement, une population générale quelconque a figé ses attitudes et ses croyances dans un modèle de tolérance à l'endroit des handicapés. Ces attitudes et croyances demeurent constantes et prennent la forme d'une hiérarchie allant des groupes de handicapés les mieux aimés aux groupes les plus détestés. C'est cette consistance de la hiérarchie qui confirme l'existence de préjugés à l'endroit des handicapés.

Harasymiw *et al.* (1976) ont entrepris une étude longitudinale plus complète et plus convaincante, qui s'est étendue sur une période de huit années. Reprenant les 32 mêmes catégories de groupes que Tringo utilisait, l'équipe de Harasymiw démontra que les attitudes des jeunes, des vieux, des professionnels et des profanes en la matière demeurent essentiellement semblables. Ces auteurs avancent alors l'hypothèse que les valeurs fondamentales autour desquelles se structure une société constituent un continuum sur lequel on peut identifier des degrés de normalité. Dès lors, les personnes « handicapées » qui se conforment aux valeurs sociales seront mieux acceptées, tandis que celles qui les contestent ou les rejettent s'éloignent des structures de production, se marginalisent et sont alors rejetées. Ainsi, par exemple, les usagers de la drogue, les malades mentaux et les déficients intellectuels feront l'objet d'intolérance, tandis que les aveugles, les cancéreux ou les cardiaques seront mieux acceptés.

C'est donc à partir de ces références et dans la direction ouverte par Baillargeon (1991) qu'une recherche sur l'intolérance collective à l'endroit des ressources intermédiaires sur tout le territoire québécois est actuellement en élaboration. Cette note de recherche en aura été, en quelque sorte, l'avant-propos.

Références bibliographiques

- ALLEN, H.E., E.W. CARLSON, E.C. PARKS et R.P. SEITER (1968). *Halfway Houses*. US Department of Justice : National Institute of Law Enforcement and Criminal Justice, Law Enforcement Assistance.

- ANGROSINO, M.V. (1978). « Concept of the underdog : Implications for community planning and evaluation », *Community Mental Health Journal*, 14 : 291-299.
- ARCE, A.A. (1978). « Approaches to establishing community services for the mentally disabled », *Psychiatric Quarterly*, 50 : 264-268.
- ARMSTRONG, B. (1976). « Preparing the community for the patient's return », *Hospital & Community Psychiatry*, 27 : 349-356.
- ASHMORE, R.D. (1975). « Background considerations in developing strategies for changing attitudes and behavior toward the mentally retarded », dans M.J. Begab & S.A. Richardson (eds.), *The Mentally Retarded and Society : A Social Science Perspective*. Baltimore : University Park Press, p. 169-174.
- Association for the Developmentally Disabled (undated). *Community Acceptance of Group Homes in Ohio*. Mimeograph, Columbus, Ohio.
- BAKER, B.L., G.B. SELTZER et H.M. SELTZER (1974). *As close as possible : Community residence for retarded adults*. Boston : Little Brown & Co.
- BAILLARGEON, Donald et al. (1991). « Pas dans ma rue... » : vers une stratégie pour réduire l'intolérance et favoriser la cohabitation sociale. Rapport de recherche, miméo, Québec, mars.
- BALUKAS, R. et J.W. BAKEN WALD (1985). « Community resistance to development of group homes for people with mental retardation », *Rehabilitation Literature*, 46 : 194-198.
- BARON, R.C. (1981). « Changing public attitudes about the mentally ill in the community », *Hospital and Community Psychiatry*, 32 : 173-178.
- BARON, R. C. et J.R. PIASECKI (1981). « The community versus community care », dans R.D. Budson (ed.), *New directions for mental health services : Issues in community residential care*. San Francisco : Josey-Bass, p. 63-76.
- BERDIANSKY, H.A. et R. PARKER (1977). « Establishing a group home for the adult mentally retarded in North Carolina », *Mental Retardation*, 15 (4) : 8-12.
- BOGARDUS, E.S. (1925). « Measuring Social Distance », *Journal of Applied Sociology*, 9 : 299-308.
- BROWN, C. (1987). *Community attitudes and their impact on site selection of residential treatment facilities*. Master's Thesis : Central Connecticut State University, New Britain.
- BRUININKS, R.H., F.A. HAUBER et M.J. KUDLA (1980). « National survey of community residential facilities : A profile of facilities and residents in 1977 », *American Journal of Mental Deficiency*, 84 : 470-478.
- BUTLER, R.N. (1969). « Age-ism : Another form of bigotry », *The Gerontologist*, 9 : 243-246.
- CHANDLER, J.A. et S. ROSS JR. (1978). « Zoning restrictions and the right to live in the community », dans M. Kindred, J. Cohen, S. Penrod et T. Shaffer (eds.), *The mentally retarded citizen and the law. The President's committee on mental retardation*. New York : The Free Press, p. 305-355.
- COATES, R.B. et A.D. MILLER (1973). « Neutralization of community resistance to group homes », dans Y. Bakal (ed.), *Closing correctional institutions*. Mass. : Lexington Book, p. 65-84.
- COHEN, H.J. (1975). « Obstacles to developing community service for the mentally retarded », dans M.J. Begab & S.A. Richardson (eds.), *The Mentally Retarded and Society : A Social Science Perspective*. Baltimore : University Park Press, p. 401-421.
- CUPAIUOLO, A. (1977). « Community residences and zoning ordinances », *Hospital and Community Psychiatry*, 28 : 206-210.

- CUPAUIOLO, A. (1979). *Community interaction with V.A. family care homes for the mentally ill : A comparative study of conflict and non-conflict*. Doctorate thesis : Columbia University, New York.
- CUTLER, D.L. (1986). Community residential options for the chronically mentally ill. *Community Mental Health Journal*, 22 : 61-73.
- DAVIDSON, J.L. (1981). « Location of community-based treatment centres », *Social Service Review*, 55 : 221-241.
- DAVIDSON, J.L. (1982). « Balancing required resources and neighborhood opposition in community-based treatment centre neighborhoods », *Social Service Review*, 56 : 55-71.
- DEAR, M. (1977). « Impact of mental health facilities on property values », *Community Mental Health Journal*, 13 : 150-157.
- DEAR, M. et G. LAWS (1986). « Anatomy of a decision : Recent land use zoning appeals and their effect on group home locations in Ontario », *Canadian Journal of Mental Health*, 5 : 5-17.
- DEAR, M.J. et S.M. TAYLOR (1982). *Not on our street : Community attitudes to mental health care*. London : Pion.
- DORVIL, H. (1988). *De L'Annonciation à Montréal : Histoire de la folie dans la communauté 1962-1987*. Montréal : Éditions Émile-Nelligan.
- DUDLEY, J.R. (1988). « Discovering the community living arrangements — Neighborhood equation », *Mental Retardation*, 26 : 25-32.
- EMMEL, N. (1980). « Litigation concerning community integration », dans A.R. Novak & L.W. Heal (eds.). *Integration of Developmentally Disabled Individuals into the Community*. Baltimore : Brookes, p. 173-180.
- EYNON, T.G. (1989). « Building community support », *Corrections Today*, 51 (2) : 148-152.
- FANNING, J.W. (1975). *A common sense approach to community living arrangements for the mentally retarded*. Springfield : Charles C. Thomas.
- FARBER, S. (1986). « Market segmentation and the effects of group homes for the handicapped on residential property values », *Urban Studies*, 23 : 519-525.
- GARDNER, P. (1981). *Community Acceptance of Alternative Living Arrangements for the Developmentally Disabled Mentally Retarded Citizens of Ohio*. Mimeograph.
- GAYLIN, S. et P. ROSENFELD (1978). « Establishing community services for the mentally ill : A summary of lessons learned », *Psychiatric Quarterly*, 50 : 295-298.
- GOLDSTEIN, M.B., E.J. GOODRICH et C.H. BROWN (1987). « Where the group homes are found », *Sociology and Social Research*, 72 : 55-56.
- GOTTLIEB, J. (1975). « Public, peer and professional attitudes toward mentally retarded persons », dans M.J. Begab & S.A. Richardson (eds.). *The Mentally Retarded and Society : A Social Science Perspective*. Baltimore : University Park Press, p. 99-125.
- GOLTLIEB, J. et L. CORMAN (1975). « Public attitudes toward mentally retarded children », *American Journal of Mental Deficiency*, 80 : 72-80.
- GOTTLIEB, J. et S.S. STRICHART (1981). « Citizen advocacy : Perspectives of community attitudes », dans P. Mittler (ed.). *Frontier of Knowledge in Mental Retardation : Volume I, Social, Educational and Behavioral Aspects*. Baltimore : University Park Press, p. 391-405.
- GRIGGS, B.S. et G.R. MCCUNE (1972). « Community-based correctional programs : A survey and analysis », *Federal Probation*, 36, 7.

- HALL, G.B. et A.E. JOSEPH (1988). « Group home location and host neighborhood attributes : An ecological analysis », *The Professional Geographer*, 40 : 297-306.
- HALL, G.B., G. NELSON et H.S. FOWLER (1985). « Housing for the chronically mentally disabled : Part I – Conceptual framework and social context », *Canadian Journal of Community Mental Health*, 6 : 65-78.
- HALL, G.B. et S.M. TAYLOR (1983). « A causal model of attitudes toward mental health facilities », *Environment and Planning*, 15 : 525-542.
- HANEY, J.J. (1988). « Toward successful community residential placements for individuals with mental retardation », dans L.W. Heal, J.J. Haney & A.R. Novak (eds.), *Integration of Developmentally Disabled Individuals into the Community*, 2nd edition. Baltimore : Brookes, p. 125-168.
- HANLEY-MAXWELL, C. et L.W. HEAL (1980). « Legislative constraints and facilitations for community integration », dans A.R. Novak & L.W. Heal (eds.), *Integration of Developmentally Disabled Individuals into the Community*. Baltimore : Brookes, p. 163-172.
- HARASYMIW, S.J., M.D. HORNE et S.C. LEWIS (1976). « A longitudinal study of disability group acceptance », *Rehabilitation Literature*, 37 : 98-102.
- HEAL, L.W. (1988). « The ideological responses of society to its handicapped members », dans L.W. Heal, J.J. Haney et A.R. Novak (eds.), *Integration of Developmentally Disabled Individuals into the Community*. 2nd edition. Baltimore : Brookes, p. 59-67.
- HEAL, L.W., C.K. SIGELMAN et H.N. SWITZKY (1978). « Research on community residential alternatives for the mentally retarded », dans N.R. Ellis (ed.), *International Review of Research in Mental Retardation*, 9. New York : Academic Press, p. 209-249.
- HENDERSON, R.A. et S.J. VITELLO (1988). « Litigation related to community integration », dans L.W. Heal, J.J. Haney & A.R. Novak (eds.), *Integration of Developmentally Disabled Individuals into the Community*. 2nd edition. Baltimore : Brookes, p. 273-282.
- HOGAN, R. (1986a). « Community opposition to group homes », *Social Science Quarterly*, 67 : 442-449.
- HOGAN, R. (1986b). « Gaining community support for group homes », *Community Mental Health Journal*, 22 : 117-126.
- HOGAN, R. (1986c). « It can't happen here : Community opposition to group homes », *Sociological Focus*, 19 : 361-374.
- HOGAN, R. (1989). « Managing local government opposition to community-based residential facilities for the mentally disabled », *Community Mental Health Journal*, 25 (1) : 33-41.
- HOLMES, R.F. (1979). « Characteristics of five community living arrangements serving mentally retarded adults in Southwestern urban Pennsylvania », *Mental Retardation*, 17 : 177-179.
- HOLTON, W.E., B.M. KRAMER et Peter KONG-MING (1973). « Locational process : Guidelines for locating mental health services », *Community Mental Health Journal*, 9 : 270-280.
- ITZKOWITZ, M. (1978). « Relocating « The Bridge » : A case history of politics in mental health », *Psychiatric Quarterly*, 50 : 282-287.
- JOHNSON, P.J. et J. BEDITZ (1981). « Community support systems : Scaling community acceptance ? », *Community Mental Health Journal*, 17 : 153-160.
- JOSEPH, A.E. et G.B. HALL (1985). « The locational concentration of group homes in Toronto », *The Professional Geographer*, 37 : 143-155.

- JULIEN, C. (1990). *The impact of community correctional centres on neighborhood crimes in the District of Columbia*. Office of Planning and Program Analysis. Department of Corrections. District of Columbia.
- KASTNER, L.S., N.D. REPUCCI et J.J. PEZZOLI (1980). « Assessing community attitudes toward mentally retarded persons », *American Journal of Mental Deficiency*, 84 : 137-144.
- LAMBO, T.A. (1982). « Effects of population density and crowding on the function and tolerance of communities for disabled people », *Ekistics*, 49 : 399-400.
- LAUEN, R.J. (1984). « Community corrections ? Not in my neighborhood – developing legitimacy », *Corrections Today*, 46 (3) : 117-130.
- LAWTON, M.P. et C. HOFFMAN (1984). « Neighborhood reaction to elderly housing », *Journal of Housing for the Elderly*, 2 (2) : 41-53.
- LUBIN, R.A., A.A. SCHWARTZ, W.B. ZIGMAN et M.P. JANICKI (1982). « Community acceptance of residential programs for developmentally disabled persons », *Applied Research in Mental Retardation*, 3 : 191-200.
- MAGNUM, W. (1986). « But not in my neighborhood : Community resistance to housing for the elderly », *Journal of Housing for the Elderly*, 3 : 101-119.
- MAGNUM, W.P. (1988). « Community resistance to planned housing for the elderly : Ageism or general antipathy to group housing ? » *The Gerontologist*, 28 : 325-329.
- MAMBORT, T., E. THOMAS et R. FEW (1981). *Community acceptance : A realistic approach*. Montgomery County Board of Mental Retardation and Developmental Disabilities.
- MAMULA, R.A. et N. NEWMAN (1973). *Community Placement of the Mentally Retarded : A Handbook for Community Agencies and Social Work Practitioners*. Springfield : Charles C. Thomas.
- MARGOLIS, J. et T. CHARITONIDIS (1981). « Public reactions to housing for the mentally retarded », *Exceptional Children*, 48 : 68-70.
- MARTIN, J.M. (1973). « The creation of a new network of services for troublesome youth », dans Y. Bakal (ed.). *Closing correctional institutions*. Mass. : Lexington Book, p. 9-12.
- MASSEY, D.S. (1980). « Residential segregation and spatial distribution of a non-labor force population : The needy elderly and disabled », *Economic Geography*, 56 : 190-200.
- MAYPOLE, D.E. (1981). « Fears about the development of group homes », *Administration in Mental Health*, 9 : 67-75.
- MESNIKOFF, A.M. (1978). « A dilemma : Blocking community residences for the chronically mentally disabled », *Psychiatric Quarterly*, 50 : 288-294.
- Metropolitan Human Services Commission (1979). *The non-effect of group homes on neighboring residential property values in Franklin County*. Columbus.
- Metropolitan Human Services Commission (1986). *Group home study research report*. Columbus.
- MOREAU, F.A., A.R. NOVAK et C.K. SIGELMAN (1980). « Physical and social integration of developmentally disabled individuals into the community », dans A.R. Novak & L.W. Heal (eds.), *Integration of Developmentally Disabled Individuals into the Community*. Baltimore : Brookes, p. 91-103.
- NELSON, G. et H. FOWLER SMITH (1987). « Housing for the chronically mentally disabled : Part II – Process and outcome », *Canadian Journal of Community Mental Health*, 6 : 79-91.

- NELSON, R. (1978). *Creating community acceptance for handicapped people*. Springfield : Charles C. Thomas.
- ORNDOFF, C.R. (1978). « Transitional housing », *Psychiatric Quarterly*, 50 : 269-273.
- PARKS, A.W. (1978). « A model for psychological consultation to community residences : Pressures, problems and program types », *Mental Retardation*, 16 : 149-152.
- PIERCE, L.H., V.P. HAUCK (1981). « A model for establishing a community-based foster group home », *Child Welfare*, 60 : 475-482.
- POPPER, J.F. (1983). « Lulus », *Resources*, 73 : 2-4.
- RABKIN, J. (1974). « Public attitudes toward mental illness : A review of the literature », *Schizophrenia Bulletin*, 1 (10) : 9-33.
- RABKIN, J.G., G. MUHLIN et P.W. COHEN (1984). « What the neighbors think : Community attitudes toward local psychiatric facilities », *Community Mental Health Journal*, 20 : 304-312.
- RACHIN, R.L. (1972). « So you want to open a halfway house ? » *Federal Probation*, 36 : 30-37.
- ROSENCRANZ, H.A. et T.E. MCNEVIN (1969). « A factor analysis of attitudes toward the aged » », *The Gerontologist*, 9 : 55-59.
- SANDLER, A. et R. ROBINSON (1981). « Public attitudes and community acceptance of mentally retarded persons : A review », *Education and Training of the Mentally Retarded*, 16 : 97-103.
- SCOTT, N.J. et R.A. SCOTT (1980). « The impact of housing markets on deinstitutionalization », *Administration in Mental Health*, 7 : 210-222.
- SECORD, R. (1986). *Community attitudes toward group homes and the role that municipal and provincial governments play in influencing the location and ultimately the provision of community care facilities : The city of Brantford, Ontario as a case study*. Thesis (Bachelors of Geography), Wilfrid Laurier University.
- SEGAL, S.P. et U. AVIRAM (1978). *The mentally ill in community-based shelter care : A study of community care and social integration*. New York : John Wiley & Sons.
- SEGAL, S.P., J. BAUMOHL et E.W. MOYLES (1980). « Neighborhood types and community reaction to the mentally ill : A paradox of intensity », *Journal of Health and Social Behavior*, 21 : 345-359.
- SELTZER, M.M. (1984). « Correlates of community opposition to community residences for mentally retarded persons », *American Journal of Mental Deficiency*, 89 : 1-8.
- SELTZER, M.M. (1985). « Public attitudes toward community residential facilities for mentally retarded persons », dans R.H. Bruininks & K.C. Lakin (eds.), *Living and learning in a least restrictive environment*. Baltimore : Brookes, p. 99-113.
- SELTZER, M. et L. LITCHFIELD (1985). *Location of community residences : Socio-economic and demographic characteristics of neighborhoods*. Paper presented at Annual Meeting of the American Association on Mental Deficiency. Philadelphia.
- SELTZER, M. et G. SELTZER (sans date). « Community responses to community residences for mentally retarded persons », dans S. Landesman-Dwyer & P. Vietze (eds.), *Living with mentally retarded people*. Baltimore : University Park Press.

- SHERMAN, S.R., E.S. NEWMAN et E.R. FRENKEL (1984). « Community acceptance of the mentally ill in foster family care », *Health and Social Work*, 9 : 188-199.
- SIGELMAN, C.K. (1976). « A machiavelli for planners : Community attitudes and selection of group home site », *Mental Retardation*, 14 : 26-29.
- SIGELMAN, C.K., C.L. SPANHEL et C.D. LORENZEN (1979). « Community reactions to deinstitutionalization », *Journal of Rehabilitation*, 45 : 52-55.
- SIMARD, P. (1990). « Les itinérants de Montréal », *Service social*, vol. 39, n°2 : 54-75.
- SOLOMON, P. (1983). « Analyzing opposition to community residential facilities for troubled adolescents », *Child Welfare*, 62 : 361-366.
- SOMMERS, J. (1987). « Tolerance of deviance and the community adjustment of the mentally ill », *Community Mental Health Journal*, 23 : 159-172.
- STICKNEY, P. et A. CUPAIUOLO (1976). « From CRISP : Strategies for community residences », *Child Welfare*, 55 : 54-58.
- SUNDEEN, R.A. et S. FISKE (1982). « Local resistance to community-based care facilities », *Journal of Offender Counselling, Services & Rehabilitation*, 6 (4) : 29-42.
- TAYLOR, S.M., M.J. DEAR et G.B. HALL (1979). « Attitudes toward the mentally ill and reactions to mental health facilities », *Social Science and Medicine*, 13D : 281-290.
- TEFFT, B., A. SEGALL et B. TRUTE (1987). « Neighborhood response to community mental health facilities for the chronically mentally disabled », *Canadian Journal of Community Mental Health*, 6 : 37-49.
- TILOW, N.F. (1989). « Community facilities : Overcoming obstacles and opposition », *Corrections Today*, 51 (2) : 88-94.
- TINGO, J.L. (1970). « The hierarchy of preference toward disability groups », *The Journal of Special Education*, 4 : 295-306.
- TRIPPI, J., R. MICHAEL, A. COLAO et A. ALVAREZ (1977). « Housing discrimination toward mentally retarded persons », *Exceptional Children*, 44 : 430-432.
- TULLY, H.A., J.P. WINTER, J.E. WILSON et T.J. SCANLON (1982). « Correctional institution impact and host community resistance », *Canadian Journal of Criminology*, 24 : 133-139.
- WEBER, D.E. (1978). « Neighborhood entry in group home development », *Child Welfare*, 57 : 627-642.
- WIENER, D., R.J. ANDERSON et J. NIETUPSKI (1982). « Impact of community-based residential facilities for mentally retarded adults on surrounding property values using realtor analysis methods », *Education and Training of the Mentally Retarded*, 17 : 278-282.
- WILLMS, J.D. (1981). « Neighborhood attitudes toward group homes for mentally retarded adults », dans P. Mittler (ed.), *Frontiers of Knowledge in Mental Retardation : Volume I, Social, Educational and Behavioral Aspects*. Baltimore : University Park Press, p. 337-344.
- WOLPERT, J. (1976). « Regressive siting of public facilities », *Natural Resources Journal*, 16 : 103-115.
- WOLPERT, J. (1978). « Group homes for the mentally retarded : An investigation of neighborhood property impacts », *New York State Office of Mental Retardation and Developmental Disabilities*.
- WOLPERT, E. et J. WOLPERT (1974). « From asylum to ghetto », *Antipode*, 6 : 63-76.
- WOLPERT, J., M. DEAR et R. CRAWFORD (1975). « Satellite mental health facilities », *Annals of the Association of American Geographers*, 65 : 24-35.